

Etude de faisabilité sur la divulgation systématique des données ITIE en RDC

FEUILLE DE ROUTE (Final)

Aout 2024

Table des matières

1. INTRODUCTION.....	5
2. CADRE STRATEGIQUE ET PRIORITES.....	7
3. OBJECTIFS SPECIFIQUES.....	9
4. FEUILLE DE ROUTE	10

Liste des abréviations

ACE	Agence Congolaise de l'Environnement
ACGT	Agence Congolaise des Grands Travaux
AFD	Agence Française de Développement
API	Application Programming Interface (Interface de Programmation d'Application)
APCSC	Agence de Pilotage, de Coordination et de Suivi des Conventions de Collaboration signées entre la RDC et les partenaires privés
BCC	Banque Centrale du Congo
BE	Bénéficiaire Effectif
C2D	Contrat de Désendettement et de Développement
CAMI	Cadastre Minier
CEEC	Centre d'Évaluation, d'Expertise et de Certification des substances minérales précieuses et semi-précieuses
CCTM	Comité de Concertation du Territoire de Muanda
COREF	Comité d'Orientation de la réforme des Finances Publiques
CSP	Conseil Supérieur de Portefeuille
CTCPM	Cellule Technique de Coordination et de Planification Minière
DGI	Direction Générale des Impôts
DGDA	Direction Générale des Douanes et Accises
DGRAD	Direction Générale des Recettes Administratives, Judiciaires, Domaniales et de Participation
EIES	Etude d'Impact Environnemental et Social
EDOFIE	Entrepôt de Données Financières de l'État
EF	Etats Financiers
EP	Entreprise Publique
ERP	Enterprise Resource Planning (Planification des ressources d'entreprise)
FOMIN	Fonds Minier pour les Générations Futures
GUCE	Guichet Unique pour la Création d'Entreprises
ISC	Institution Supérieure de Contrôle
ITIE	Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives
JV	Joint-Venture
MEDD	Ministère de l'Environnement et Développement Durable
MPF	Ministère du Portefeuille
NA	Non Applicable/Non Attribué
NIF	Numéro d'Identification Fiscale
OSC	Organisation de la Société Civile
PAR	Plan d'Action de Réinstallation
PE	Propriété effective
PGES	Plan de Gestion Environnementale et Sociale
PM	Personnes morales
PK	Processus Kimberley
PP	Personnes physiques
PPE	Personnes Politiquement Exposées
REDD+	Réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts
RDC	République Démocratique du Congo
SAEMAPE	Service d'Assistance et d'Encadrement des Mines Artisanales et de Petite Echelle
SEGUCE	Société d'Exploitation du Guichet Unique Intégral du Commerce Extérieur en RDC
SGH	Secrétariat Général des Hydrocarbures
T/SL	Télé-déclaration/Service en Ligne

Feuille de route pour l'intégration des divulgations ITIE dans les systèmes de finances publiques

1. Introduction

1.1. Contexte

La République Démocratique du Congo (RDC), riche en ressources naturelles, adhère depuis 2007 à la norme mondiale de la Transparence des Industries Extractives (ITIE) pour renforcer la gouvernance et la transparence dans son secteur extractif. Le processus actuel de collecte et de publication des données ITIE, long et complexe, peine à suivre les dynamiques volatiles du secteur, limitant l'utilité des informations pour les décideurs et les parties prenantes.

C'est dans ce contexte que l'ITIE RDC, avec le soutien du projet DISM de la GIZ co-financé par l'UE et en partenariat avec le gouvernement de la RDC, les Ministères des Finances, des Mines, du Budget et du Plan, ainsi que des structures étatiques telles que le COREF, a inclus dans son plan de travail triennal (2021-2023) l'élaboration de la présente étude de faisabilité et cette feuille de route (Activité 34). L'objectif est d'intégrer l'ITIE dans le système de divulgation de l'État et des entreprises extractives pour améliorer la transparence et la gouvernance des industries extractives.

Cette feuille de route a été élaborée suite à une étude de faisabilité sur l'intégration des divulgations ITIE dans les systèmes de finances publiques de la RDC. L'étude a permis d'évaluer la capacité actuelle et le potentiel de la RDC à systématiser ces divulgations, tout en identifiant des recommandations clés pour une intégration efficace.

1.2. Objectif

L'objectif principal de cette intégration est de renforcer la transparence dans la gestion des revenus des industries extractives, en systématisant la divulgation des données essentielles. Cette intégration vise à incorporer de manière cohérente et continue les divulgations de la Norme ITIE dans les systèmes de gouvernementaux de la RDC, assurant ainsi que toutes les informations pertinentes soient disponibles à la source en temps réel et facilement accessibles.

1.3. Portée de la feuille de route

Cette feuille de route définit les étapes nécessaires pour la divulgation systématique des données ITIE. Elle précise les rôles et responsabilités de tous les acteurs concernés, établit un calendrier d'implémentation et propose des indicateurs de suivi pour évaluer les progrès. Elle s'adresse principalement aux agences étatiques, en mettant l'accent sur leur rôle central dans la divulgation des données. Cependant, elle couvre également le secteur privé, incluant les entreprises extractives, qui sont également tenues de réaliser des divulgations systématiques.

La feuille de route inclut un calendrier d'implémentation détaillé pour guider toutes les parties prenantes, y compris les partenaires de développement et les membres de la société civile, en facilitant leur collaboration entre les parties prenantes vers une transparence accrue dans le secteur extractif. Des indicateurs de suivi sont également proposés pour évaluer les progrès réalisés dans la mise en œuvre de ces divulgations.

La feuille de route est articulée autour de plusieurs processus clés, structurés comme suit :

➤ Mandat et rôle du Comité National et du Secrétariat Technique de l'ITIE-RDC :

- Définition et extension des responsabilités pour la surveillance de la divulgation systématique des données.
- Total de 4 actions stratégiques planifiées, axées sur la redéfinition des rôles, l'amélioration des compétences et la mise à jour des cadres réglementaires.

➤ **Divulgarion des données par sous-secteur ou thème :**

- Segmentation des divulgations pour couvrir spécifiquement les mines, les hydrocarbures, et les aspects environnementaux.
- Chaque sous-secteur comprend environ 3 à 5 actions visant à intégrer les données contextuelles dans les systèmes existants de gestion et de publication des données.

➤ **Divulgarion des données financières et interaction avec les projets de digitalisation des chaînes de recettes :**

- Intégration des systèmes de divulgation ITIE avec les initiatives gouvernementales de digitalisation pour optimiser la transparence des recettes.
- Prévu avec 6 actions, ce processus vise à automatiser et à rendre plus efficaces la collecte, la vérification, et la publication des données financières.

➤ **Fiabilité et qualité des données :**

- Développement de procédures internes de vérification et de réconciliation, et renforcement des capacités de l'Institution Supérieure de Contrôle (ISC).
- Environ 7 actions distinctes sont proposées pour garantir la précision et la fiabilité des données publiées, incluant des mécanismes de suivi et d'évaluation périodiques.

2. Cadre stratégique et priorités

2.1. Concept

L'intégration des divulgations ITIE repose sur le principe de la divulgation systématique des données directement par les entités impliquées dans le secteur extractif. Ce processus vise à automatiser et intégrer la collecte, la vérification et la publication des données requises par la norme ITIE, en utilisant les systèmes de gestion et de publication des données déjà en place au sein de ces entités. Cette approche assure que les données sont constamment à jour, complètes et facilement accessibles.

Transition vers la divulgation systématique : Traditionnellement, les rapports ITIE sont générés annuellement, nécessitant une collecte de données laborieuse auprès de diverses entités sur la base de modèle de déclaration établis par l'ITIE-RDC. Avec la divulgation systématique, ces données sont intégrées et publiées en continu à la source, reflétant une approche plus dynamique et transparente qui facilite le suivi et la gouvernance du secteur.

Divulgarion à la source : Les entités gouvernementales et les entreprises extractives mettent à disposition leurs données directement à partir de leurs systèmes internes. Cela garantit l'actualité et l'accessibilité des informations.

Systématisation : Les processus automatisés sont développés pour remplacer les méthodes manuelles traditionnelles. Cela minimise les délais et les erreurs potentielles associées à la collecte et au traitement des données manuels.

2.2. Stratégie

- **Vision :** Etablir un système de divulgation des données ITIE transparent, fiable et en temps réel pour améliorer la gouvernance des ressources extractives en RDC.
- **Principes directeurs :**
 - **Transparence :** Assurer une accessibilité complète et en temps réel des données sur les industries extractives.
 - **Intégrité :** Maintenir des standards élevés de qualité et d'exhaustivité des données divulguées.
 - **Participation :** Impliquer activement toutes les parties prenantes, y compris le gouvernement, la société civile et le secteur privé.
 - **Efficacité :** Utiliser les technologies pour optimiser la collecte, la gestion et la diffusion des données.

2.3. Priorités

- **Utilisation des infrastructures technologiques existantes :** Prioriser l'utilisation des systèmes de gestion des recettes et des données adoptées au niveau des structures de l'Etat.
- **Synergies avec les projets de digitalisation en cours :** Intégrer les efforts de digitalisation actuels, tels que le projet C2D, pour renforcer les capacités de gestion et de divulgation des données.
- **Automatisation et intégration des systèmes :** Etablir des interconnexions complètes entre les systèmes existants pour améliorer l'efficacité et la précision des données.
- **Renforcement des capacités :** Former le personnel et développer les compétences nécessaires pour gérer les systèmes et les données.
- **Harmonisation des données :** Mettre en place des standards de codification et de classification des données pour une meilleure comparabilité et analyse.

- **Engagement des parties prenantes** : Promouvoir un dialogue ouvert et continu avec toutes les parties prenantes pour garantir la transparence et la redevabilité.
- **Prise en compte des utilisateurs des données** : Intégrer les besoins et les intérêts des utilisateurs finaux des données dans le développement et la mise en œuvre des systèmes de divulgation.

3. Objectifs spécifiques

L'intégration des divulgations ITIE dans les systèmes gouvernementaux de la RDC vise à atteindre plusieurs objectifs spécifiques qui soutiennent l'ensemble de la mission de transparence et de gouvernance des industries extractives :

Objectifs	Détails
Amélioration de la Transparence financière	- Assurer une divulgation complète et en temps réel des revenus et des données sur les industries extractives en RDC. - Rendre les données accessibles au public pour faciliter le suivi et l'évaluation par les parties prenantes.
Renforcement de la gouvernance sectorielle	- Intégrer la Norme ITIE dans les pratiques quotidiennes des structures publiques. - Responsabiliser les acteurs gouvernementaux par une documentation précise et une obligation de rapportage conforme aux normes internationales.
Accroissement de l'Engagement des Parties Prenantes	- Impliquer activement les parties prenantes, y compris la société civile, le secteur privé, dans le processus de surveillance et de rapportage. - Favoriser un dialogue ouvert entre les citoyens et le gouvernement sur l'utilisation des revenus extractifs.
Amélioration de la fiabilité des données	- Automatiser la collecte et la vérification des données pour réduire les erreurs humaines. - Utiliser des technologies avancées pour la gestion et l'analyse des données financières.
Soutien à la prise de décision politique et économique	- Fournir aux décideurs des données fiables et actualisées pour une meilleure planification et allocation des ressources. - Permettre une évaluation plus précise des impacts économiques et sociaux des industries extractives.
Soutien au développement Durable et à la transition Énergétique	- Fournir des données fiables et en temps réel sur les impacts environnementaux aide les décideurs à promouvoir des pratiques extractives respectueuses de l'environnement. - Favoriser l'élaboration de politiques qui encouragent les investissements dans les technologies propres et renouvelables. - Permettre une analyse des données conduisant à des pratiques réduisant l'empreinte carbone du secteur extractif.
Contribution à la mobilisation des recettes	- Optimiser la transparence des recettes fiscales et non fiscales provenant du secteur extractif pour soutenir l'amélioration de l'efficacité des mécanismes de perception et de mobilisation des revenus.
Contribution à la lutte contre la corruption	- Renforcer la transparence et la redevabilité pour améliorer la prévention et la détection de la corruption dans le secteur extractif.

4. Feuille de route

4.1. Schéma de Visualisation du Projet d'Intégration

Les schémas ci-dessous illustrent les principales étapes et interactions entre les différents acteurs impliqués dans l'intégration des divulgations ITIE dans les systèmes gouvernementaux de la RDC. Il présente d'abord un aperçu du fonctionnement actuel pour la divulgation des données ITIE, avant de détailler le processus cible d'intégration des données ITIE dans les systèmes gouvernementaux.

Schéma : Visualisation de l'état des lieux de la divulgation actuelle des données ITIE

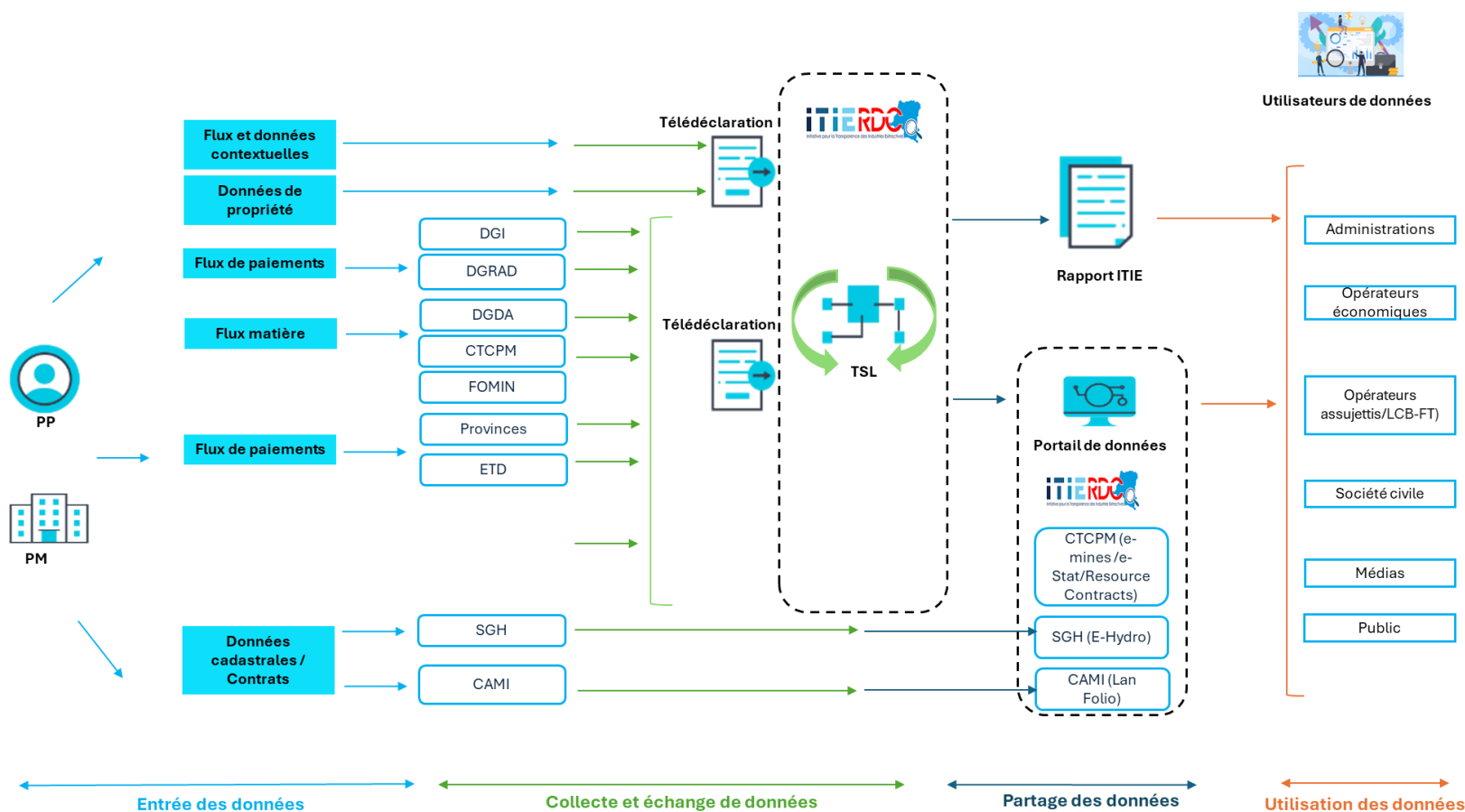
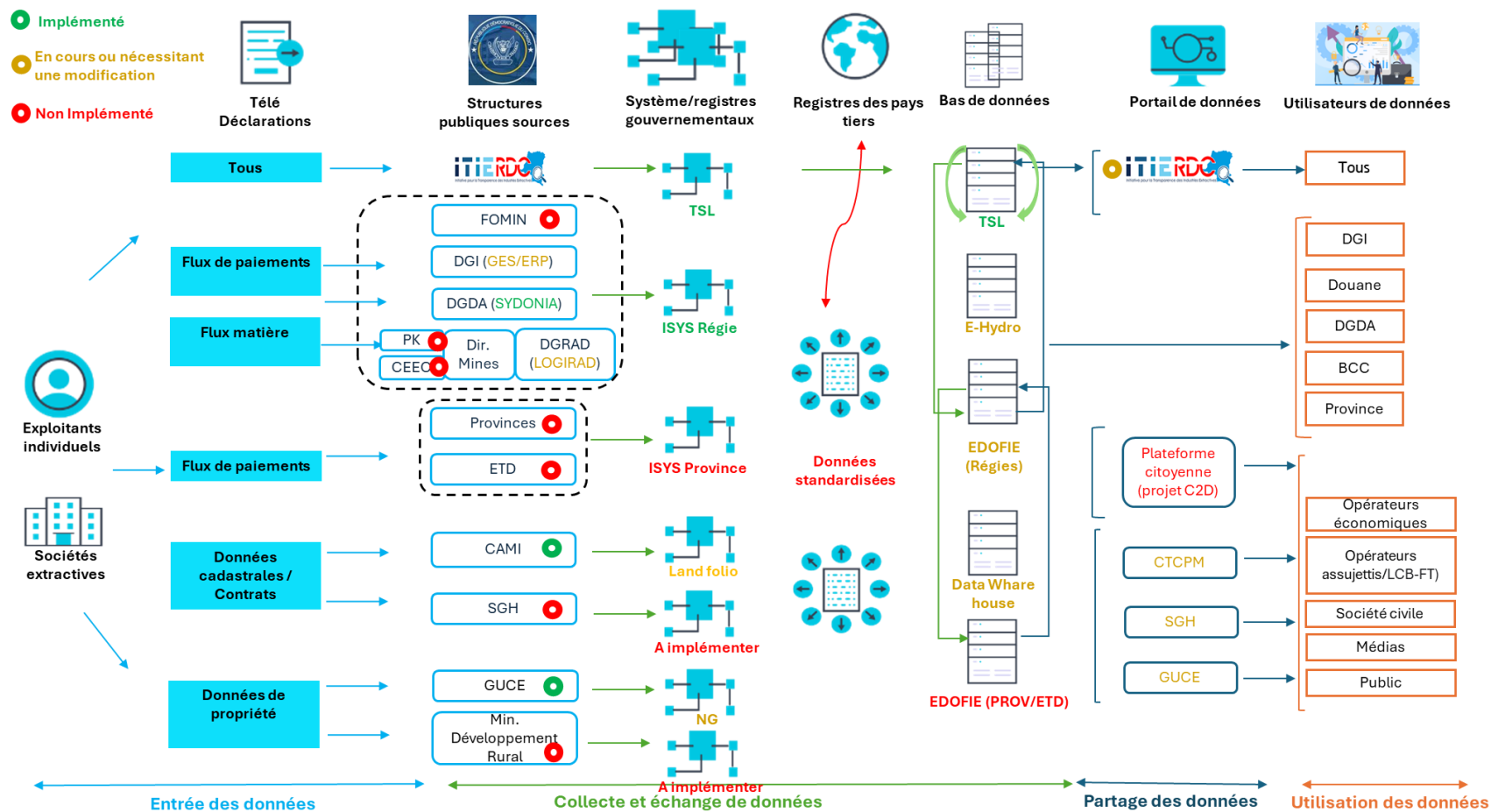


Schéma : Visualisation du projet d'intégration des données ITIE en RDC



- **Légende du Schéma :**

- **DGI, DGDA (SYDONIA), DGRAD (LOGIRAD), BCC (ISYS REGIE)** : Principales entités gouvernementales impliquées dans la gestion et la collecte des données sur les paiements au niveau central.
- **Provinces, ETD** : Collectivités locales impliquées gestion et la collecte des données sur les paiements au niveau infranational
- **CAMI, SGH, CTCPM, GUCE** : Entités sectorielles et régulatrices contribuant à la collecte et à la gestion des données cadastrales, contractuelles, et de propriété.
- **PK (Processus Kimeberly), CEEC, Direction des Mines** : Services de certification et d'assiette
- **EDOFIE, TSL, Registres des pays tiers, DATA LAKE** : Systèmes et plateformes pour le stockage, la gestion et l'intégration des données.
- **Portails de données, Plateforme citoyenne** : Outils pour la diffusion publique et la transparence des données collectées.
- **Utilisateurs de données (DGI, Douane, CTCPM, SGH, Opérateurs économiques, Opérateurs assujettis/LCB-FT, Société civile, Médias, Public)** : Bénéficiaires finaux des données divulguées pour divers usages, allant de la prise de décision et le contrôle à l'information publique.

- **Description du Schéma :**

Le schéma ci-dessus illustre les interactions et les flux de données entre les différentes entités impliquées dans le projet d'intégration des divulgations ITIE en RDC. Il montre comment les données sont collectées à partir de diverses sources, telles que les systèmes de gestion financière (DGI, DGDA, DGRAD, BCC), les entités sectorielles (CAMI, SGH, CTCPM, GUCE), et les collectivités locales (Provinces, ETD). Ces données sont ensuite centralisées et standardisées dans des plateformes comme EDOFIE et TSL. Le schéma met en évidence les relations entre les systèmes gouvernementaux et les utilisateurs finaux des données, qui incluent les entités publiques, les opérateurs économiques, la société civile, et le grand public. L'objectif est de garantir une divulgation exhaustive et systématique des données à la source à travers des échanges de données sécurisés et des plateformes accessibles au public.

4.2. Structure de la feuille de route

La feuille de route présentée ci-dessous détaille les actions stratégiques planifiées pour l'intégration des divulgations ITIE. Chaque action est décrite selon plusieurs critères pour garantir une compréhension complète et une mise en œuvre efficace. Ci-après une explication de chaque colonne du tableau présenté en section 4.3 :

- **Exigence** : Numéro de l'exigence ITIE qui classe chaque action selon sa priorité et son alignement avec la norme ITIE (2023).
- **Action** : Description de l'initiative ou de la tâche à réaliser.
- **Activités** : Actions spécifiques nécessaires pour accomplir chaque initiative principale.
- **Échéance initiale** : Le trimestre et l'année où l'action doit débuter.
- **Échéance finale** : Le trimestre et l'année où l'action doit être complétée.
- **Priorité** : Niveau de priorité de l'action (Haute, Moyenne, Faible), indiquant l'urgence et l'importance relative de chaque tâche.
- **Rôles et responsabilités** : Détail des acteurs impliqués et de leurs responsabilités spécifiques dans la réalisation de l'action.
- **Ressources nécessaires** : Ressources humaines, ou technologiques requises pour mener à bien l'action.
- **Situation** : Statut actuel de l'action (Planifié (non initié), Non planifié, En cours).
- **Indicateurs de suivi** : Métriques ou indicateurs utilisés pour suivre les progrès et l'efficacité de l'action.

Cette structure vise à fournir une vue d'ensemble claire et détaillée des étapes à suivre pour la divulgation systématique des données du secteur extractif en RDC, conformément aux exigences de l'ITIE.

4.3. Feuille de route : Actions spécifiques par exigence

Exigence	Action	Activités	Échéance Initiale	Échéance Finale	Priorité	Rôles et Responsabilités	Ressources Nécessaires	Situation	Indicateurs de Suivi
1.4 - Groupe multipartite	Redéfinition des responsabilités et élargissement du mandat de l'ITIE-RDC pour inclure la surveillance des procédures de divulgation systématique.	Parachever le processus de révision et de publication du Décret portant création, organisation et fonctionnement du Comité National de l'ITIE-RDC afin de renforcer les attributions du Comité et du Secrétariat Technique de l'ITIE-RDC en matière de supervision de la divulgation systématique des données	Q1 2025	Q2 2025	Haute	Comité Exécutif ITIE : Finalisation de la révision du Décret et mise à jour du Règlementaire Intérieur. Gouvernement : Adoption et publication du Décret révisé.	Comité Exécutif : Commission ad hoc et Commission Permanente chargé de la Supervision et de la Gouvernance	Non planifié	- Publication du Décret révisé. - Publication du Règlement Intérieur mis à jour renforçant les attributions du Secrétariat Technique, notamment en ce qui concerne le monitoring de la divulgation systématique et le contrôle de conformité avec les exigences de la Norme ITIE.
1.4 - Groupe multipartite	Amélioration des efficiences opérationnelles	Mettre en place une commission technique ad hoc en charge de suivi de l'implémentation de la divulgation systématique	Q1 2025	Q2 2027	Haute	Comité ITIE : Implémentation de la commission, Conduite de l'analyse et mise en œuvre des changements ; Secrétariat Technique : Support technique.	Comité ITIE Secrétariat Technique	Non planifié	Approbation et publication des TDR de la commission ad hoc Commission opérationnelle Publication d'un compte rendu semestriel sur le suivi de la divulgation systématique
1.4 - Groupe multipartite	Renforcement des capacités	Développer des programmes de formation sur les technologies de	Q1 2026	Q1 2026	Haute	Comité ITIE : Organisation et participation aux	Budget pour la formation,	Non planifié	Membres du Comité formés et compétents

Exigence	Action	Activités	Échéance Initiale	Échéance Finale	Priorité	Rôles et Responsabilités	Ressources Nécessaires	Situation	Indicateurs de Suivi
		divulgaration et l'analyse des données.				formations ; Experts en formation : Accorder les sessions de formation	matériel éducatif		sur les nouvelles procédures.
1.4 - Groupe multipartite	Amélioration des protocoles de communication	Mettre en œuvre des stratégies de communication adaptée à la divulgation systématique	Q2 2026	Q3 2026	Moyenne	Comité ITIE : Coordination des communications ; Secrétariat Technique : Exécution des stratégies.	Outils et budget de communication digitale, personnel de communication	Non planifié	Stratégies de communication établies, augmentant la participation des parties prenantes.
1.4 - Groupe multipartite	Suivi et évaluation	Instaurer un système de suivi et d'évaluation pour mesurer l'efficacité des nouvelles pratiques.	Q1 2026	Continue	Haute	Comité ITIE : Supervision du suivi ; Unité d'évaluation : Implémentation et maintenance du système.	Système de suivi, personnel d'évaluation	Non planifié	Système de suivi établi, fournissant des données régulières sur l'efficacité du Comité.
2.1 - Cadre juridique et régime fiscal	Révision du contenu du site web ITIE-RDC	Revue de la structure et du contenu du site web ITIE-RDC pour y intégrer toutes les informations exigées par la Norme ITIE 2023 : réformes récentes, les politiques et plans nationaux relatifs à la transition énergétique et la lutte contre la corruption, tarification carbone...°	Q3 2024	Q4 2024	Haute	ITIE-RDC : Coordination et mise à jour du contenu.	Budget IT	Non planifié	Site web dynamique intégrant tous les aspects de la norme 2023 et mis à jour régulièrement.
2.1 - Cadre juridique et régime fiscal	Amélioration des fonctionnalités de recherche	- Installer des moteurs de recherche avancés sur les sites web de l'ITIE-RDC, du ministère des Mines, du ministère du Portefeuille, et du ministère des Hydrocarbures. - Travailler avec les ministères pour assurer que toutes les lois et réglementations, y compris celles publiées dans le Journal Officiel, soient rendues disponibles en	Q3 2024	Q4 2024	Moyenne	Ministère des Mines, Ministère des Hydrocarbures, Ministère du Portefeuille, ITIE-RDC :: Implémentation technique. Experts IT : Configuration du moteur de recherche.	Budget IT	Non planifié	Moteur de recherche fonctionnel sur tous les sites concernés.

Exigence	Action	Activités	Échéance Initiale	Échéance Finale	Priorité	Rôles et Responsabilités	Ressources Nécessaires	Situation	Indicateurs de Suivi
		ligne de manière systématique et actualisée. - Négocier des modalités pour rendre l'accès aux publications du Journal Officiel plus accessible financièrement pour les utilisateurs ITIE							
2.1 - Cadre juridique et régime fiscal	Mise à jour régulière des sites web	Établir un calendrier de mise à jour régulière pour les sites web de ITIE-RDC, du Ministère des Mines, du ministère du portefeuille et du Ministère des Hydrocarbures pour assurer l'actualité des données.	Immédiat	Continue	Haute	ITIE-RDC, Ministère des Mines, Ministère des Hydrocarbures, Ministère du Portefeuille : Gestion des mises à jour. Personnel IT : Support technique.	Budget opérationnel continu. Personnel dédié.	Non planifié	Mises à jour effectuées conformément au calendrier établi.
2.2 - Octroi des licences et des contrats	Développement d'un système de gestion informatisé des titres et blocs pétroliers	Mettre en œuvre un système de gestion informatisé des titres pétroliers et intégrant les données requises par la Norme (Procédure appliquée, critères techniques et financiers, candidats..) sur les octrois et les transferts.	Q4 2024	Q1 2025	Haute	SGH : Implémentation technique. Experts IT : Développement ITIE-RDC: Supervision de l'intégration des données.	Budget IT et de consultance de développement	Non planifié	Système de gestion informatisé des titres pétroliers implémenté et permettant la consultation des données sur les octrois et les transferts
2.2 - Octroi des licences et des contrats	Amélioration du système de gestion des titres miniers du CAMI	Intégrer les données requises par la Norme (Procédure appliquée, critères techniques et financiers, la liste des candidats, données sur les consultation communautaires, études d'impact ..) sur les octrois et les transferts dans le système de gestion du cadastre minier et pétrolier, et améliorer l'accès en ligne.	Q1 2025	Q2 2025	Haute	CAMI : Implémentation des améliorations IT. ITIE-RDC : Supervision de l'intégration des données.	Budget IT, support technique pour l'intégration de données.	Non planifié	Systèmes de gestion du cadastre minier permettant la consultation des données sur les octrois et les transferts
2.2 - Octroi des licences et des contrats	Mise en œuvre du projet de la candidature en	Rendre opérationnelle le système de candidature en ligne (en cours d'implémentation) interconnecté	Q1 2025	Q2 2025	Haute	CAMI : Mise en œuvre technique.	Budget IT, support technique pour l'interconnexion	En cours	Système de candidature en ligne opérationnelle

Exigence	Action	Activités	Échéance Initiale	Échéance Finale	Priorité	Rôles et Responsabilités	Ressources Nécessaires	Situation	Indicateurs de Suivi
	ligne au niveau du CAMI	au système de gestion du cadastre minier							et interconnecté au système de gestion du cadastre minier
2.2 - Octroi des licences et des contrats	Mise en place d'un cadre de divulgation systématique par les opérateurs	Prévoir dans le système de candidature en ligne des champs spécifiques à compléter obligatoires par les candidats sur des indicateurs pertinents (Nombre /genre pour les consultations mentionnées dans les études de faisabilité et dans les EIES, Propriété effective, obligations sociales et environnementales, emploi) au stade de la candidature et lors de chaque opération sur les titres	Q1 2025	Q2 2025	Haute	CAMI, SGH : Mise en œuvre technique. Experts IT : Développement ITIE-RDC : Supervision de l'intégration des données.	Budget IT, support technique	Non planifié	Système de candidature en ligne incluant les champs spécifiques pour les indicateurs pertinents
2.3 - Registre des licences	Mettre les données sur le registre des droits miniers sous format de données ouvertes	A partir du portail cartographique des titres miniers, rendre le registre des droits miniers exportable mensuellement en format Excel exploitable. Ces informations appartiennent déjà au domaine public étant donné qu'elles peuvent être consultées dans le Portail cartographique du CAMI	Immédiatement	Continue	Haute	CAMI : Mise en œuvre technique.	Budget IT, support technique	Non planifié	Cadastre minier en format de données ouverte accessible en ligne mensuellement
2.3 - Registre des licences	Développer un portail cartographique des titres pétroliers	Développer un portail cartographique des titres pétroliers interconnecté au système de gestion des titres et blocs pétroliers	Q4 2024	Q2 2025	Haute	SGH : Implémentation technique. Experts IT : Développement du portail	Budget IT et de consultance de développement	Non planifié	Portail cartographique des titres pétroliers implémenté
2.3 - Registre des licences	Mettre les données sur le registre des droits pétroliers sous format de	A partir du portail cartographique des titres pétroliers, rendre le registre des droits pétroliers exportable mensuellement en format Excel exploitable	Q1 2025	Q2 2025	Haute	SGH : Mise en œuvre technique.	Budget IT, support technique	Non planifié	Cadastre pétrolier en format de données ouverte accessible en

Exigence	Action	Activités	Échéance Initiale	Échéance Finale	Priorité	Rôles et Responsabilités	Ressources Nécessaires	Situation	Indicateurs de Suivi
	données ouvertes								ligne mensuellement
2.4 - Contrats	Intégrer les arrêtés et les contrats au cadastres minier et pétrolier	A la fin de la procédure administrative, pour toute opération sur les titres, un lien à l'arrêté et/ou au contrat associé à cette opération doit être joint systématiquement au registre public des titres miniers et pétroliers	Q1 2025	Q2 2025	Haute	CAMI, SGH : Mise en œuvre technique.	Budget IT, support technique	Non planifié	Les cadastres miniers et pétroliers intègrent les liens aux arrêtés et au contrats
2.4 - Contrats	Améliorer le mécanisme d'identification des contrats signés par les EP	Exiger que tous les contrats signés par les EP soient notariés au ministère de la justice Prévoir un représentant de la CTCPM/CAMI comme membre observateur lors de la procédure de contractualisation des EP	Q4 2024	Q1 2025	Haute	Ministères de Tutelle : Réglementation	Coordination gouvernementale	Non planifié	Les contrats signés par les EP sont systématiquement identifiés
2.4 - Contrats	Améliorer le mécanisme de transmission automatique des contrats à la CTCPM	Adoption de manuel de procédure pour la transmission des contrats à la CTCPM qui précisera, par type d'accord contractuel, les structures concernées (Ministère de la justice, CAMI, CSP, EP..), date limite de transmission, format du document	Q4 2024	Q1 2025	Haute	Ministères de Tutelle : Adoption des textes ITIE-RDC : Supervision de la qualité des données	Assistance légale, coordination gouvernementale	Non planifié	Manuel de procédure sur les modalités de la collecte des contrats par la CTCPM est adopté
2.4 - Contrats	Améliorations à en tenir compte pour la validation du cahier de charges de la nouvelle plateforme / entrepôt des données en cours d'implémentation par la CTCPM (Secteur minier) et dans e-Hydro	Prévoir une fiche pour chaque contrat résumant les points essentiels se rapportant au type du contrat, à la région, la date de signature, la date renouvellement, les dates d'amendements, les titres couverts, le titulaire, les obligations fiscales, sociales et environnementales, le contenu local, la date de la dernière mise à jour des données, etc. S'assurer de la validation de la "fiche contrat" par l'autorité de	Q1 2025	Q2 2025	Haute	CTCPM, SGH : Mise en œuvre technique des plateformes ITIE-RDC : Supervision de la qualité des données	Budget IT, support technique	Non planifié	Une fiche résumée pour chaque contrat est accessible en ligne

Exigence	Action	Activités	Échéance Initiale	Échéance Finale	Priorité	Rôles et Responsabilités	Ressources Nécessaires	Situation	Indicateurs de Suivi
	(Secteur des Hydrocarbures)	tutelle avant son chargement sur la plateforme							
2.4 - Contrats	Adoption de textes légaux qui clarifient la définition des contrats à publier	Mettre en œuvre les conclusions issues du compte rendu de l'atelier du 26 et 27 novembre sur la publication des contrats ayant pour objet les ressources Naturelles	Q1 2025	Q2 2025	Haute	ITIE-RDC : Proposition de textes Ministères de tutelles : Adoption des textes	Comité ITIE	Non planifié	Texte adopté clarifiant la définition des contrats à publier
2.5 - Propriété effective	Divulgarion des données sur la propriété juridique	Développer un moteur de recherche sur la plateforme du GUCE et publier des informations détaillées sur la propriété juridique ; Mettre en place une plateforme des données de propriétés des coopératives au niveau du Min Développement ou Signer un accord avec l'ITIE pour la transmission systématique des données du secteur extractif	Q3 2024	Q2 2025	Haute	GUCE, ITIE , Min.developpement: Développement IT et/ou Signature d'un accord d'échange de données	Développeurs web. Budget pour le développement IT.	Non planifié	Accessibilité des données à travers la plateforme GUCE/ Min. Développement OU l'ITIE
2.5 - Propriété effective	Établissement d'un registre central des bénéficiaires effectifs	Elaborer un cahier de charges relatif au registre des BE en collaboration avec l'ITIE	Q3 2024	Q2 2025	Haute	Ministères de tutelle : Support législatif. GUCE, ITIE-RDC : Elaboration et validation du cahier de charges	Budget de consultance	Non planifié	Cahier de charges de divulgation des données conformes aux exigences de l'ITIE établie
2.5 - Propriété effective	Établissement d'un registre central des	Concevoir et déployer un registre central des BE	Q2 2025	Q3 2025	Haute	GUCE : Exécution et maintenance.	Investissement en technologie	Non planifié	Registre des bénéficiaires

Exigence	Action	Activités	Échéance Initiale	Échéance Finale	Priorité	Rôles et Responsabilités	Ressources Nécessaires	Situation	Indicateurs de Suivi
	bénéficiaires effectifs						Budget de maintenance		effectifs établis et déployés
2.5 - Propriété effective	Formation et sensibilisation	Organiser des sessions de formation pour les entreprises extractives sur l'importance de la divulgation.	Q4 2025	Q4 2025	Moyenne	ITIE/GUCE : Organisation des formations. Entreprises et société civile : Participation active.	Budget pour les ateliers. Experts en formation sur les BE.	Non planifié	Nombre de sessions tenues. Taux de participation.
2.5 - Propriété effective	Contrôle régulier	Mettre en place un système pour vérifier la qualité des informations divulguées.	Annuelle	Continue	Haute	GUCE : Réalisation des vérifications. ITIE : Surveillance et évaluation de la qualité.	Personnel pour le contrôle des données	Non planifié	Qualité des données évaluées par l'ITIE. Incidents de non-conformité détectés.
2.5 - Propriété effective	Extension du GUCE dans toutes les provinces	Étendre la présence du GUCE pour couvrir toutes les provinces.	Q3 2024	Q4 2026	Moyenne	GUCE : Mise en œuvre et suivi	Financement pour l'extension. Personnel pour mise en œuvre.	En cours	Nombre de nouvelles provinces couvertes. Exhaustivité des données sur le GUCE
2.5 - Propriété effective	Extension du GUCE dans toutes les provinces	Assurer l'interconnexion des systèmes entre le GUCE et les tribunaux pour une cohérence des données.	Q3 2024	Q4 2025	Moyenne	GUCE et tribunaux de commerce : Collaboration technique.	Investissements technologiques. Support technique.	En cours	Taux d'interconnexion réussie. Exhaustivité des données sur le GUCE
2.5 - Propriété effective	Intégration GUCE-Systèmes de gestion des cadastres	Mettre en œuvre l'interconnexion technologique entre le GUCE et les systèmes de gestion des cadastres.	Q4 2025	Q1 2026	Faible	GUCE, CAMI, SGH : Collaboration technique. Ministères de tutelle : Supervision et réglementation.	Budget IT. Expertise en intégration de systèmes.	Non planifié	Système d'interconnexion opérationnel. Consultation des données de propriété à travers les systèmes de cadastre

Exigence	Action	Activités	Échéance Initiale	Échéance Finale	Priorité	Rôles et Responsabilités	Ressources Nécessaires	Situation	Indicateurs de Suivi
2.5 - Propriété effective	Établissement d'un registre central des PPE	Concevoir et déployer un registre central des PPE	Q3 2026	Q4 2026	Faible	GUCE : Exécution et maintenance. Ministères de tutelle : Support législatif.	Investissement en technologie Budget de maintenance	Non planifié	Registre des PPE nationales établi et déployé
2.6 - Participation de l'Etat 4.5 : Transactions liées aux entreprises d'Etat 6.2 : Dépenses quasi budgétaire	Adopter des mécanismes de transmission et de divulgation des données requises des EP	Développer un manuel de procédure qui définit clairement les standards de périodicité, contenu, et format pour la transmission et la publication des données. Organiser des ateliers de formation pour les responsables des EP sur les nouvelles procédures. L'élaboration du manuel doit être précédée par une révision des systèmes de transmission et de publication de données actuels pour identifier les lacunes et les besoins d'amélioration et par une revue des procédures internes de gestion financière et de reporting pour identifier et éliminer les goulets d'étranglement qui causent des retards	Q1 2025	Q2 2025	Haute	Ministères de Tutelle/CSP : Collaboration technique et adoption des textes ITIE-RDC: Supervision de la qualité des données	Coordination gouvernementale	Non planifié	Manuel de procédure sur les modalités de transmission des données des EP est adopté
2.6 - Participation de l'Etat 4.5 : Transactions liées aux entreprises d'Etat 6.2 : Dépenses quasi budgétaire	Adopter des mécanismes de transmission et de divulgation des données requises des EP	Mettre en place une plateforme spécifique pour la télédéclaration ponctuelle des EP des données requises par l'ITIE au niveau de T/SL	Q1 2025	Q2 2025	Haute	ITIE-RDC : Développement de la Plateforme	Budget IT, support technique	Non planifié	Plateforme spécifique aux données trimestrielles des EP est implémentée
2.6 - Participation de l'Etat 4.5 :	Adopter des mécanismes de transmission et de divulgation	Organiser des forums où les gestionnaires des EP peuvent discuter des défis rencontrés dans la préparation des EF et explorer	Q3 2024	Q4 2024	Haute	Comité ITIE : Organisation et participation aux forums	Budget pour les forums	Non planifié	Forums d'échanges avec les EP organisés

Exigence	Action	Activités	Échéance Initiale	Échéance Finale	Priorité	Rôles et Responsabilités	Ressources Nécessaires	Situation	Indicateurs de Suivi
Transactions liées aux entreprises d'Etat 6.2 : Dépenses quasi budgétaire	des données requises des EP	des solutions collaboratives avec les régulateurs, les auditeurs et d'autres parties prenantes							
2.6 - Participation de l'Etat 4.5 : Transactions liées aux entreprises d'Etat 6.2 : Dépenses quasi budgétaire	Adopter des procédures d'analyse, de suivi et de contrôle des données des EP	Mettre en place un système de suivi régulier pour s'assurer que toutes les EP respectent les procédures de transmission et de divulgation. Ce système pourrait inclure des alertes automatiques et des rappels périodiques	Trimestriel	Continue	Haute	CSP, ITIE-RDC : Mise en œuvre et suivi	Personnel pour le contrôle des données	Non planifié	Qualité des données évaluées par l'ITIE Incidents de non-conformité détectés.
2.6 - Participation de l'Etat 4.5 : Transactions liées aux entreprises d'Etat 6.2 : Dépenses quasi budgétaire	Adopter des procédures d'analyse, de suivi et de contrôle des données des EP	Clarifier les prérogatives du CSP dans le cadre de la revue et l'analyse des données des EP	Q3 2024	Q4 2024	Haute	Ministère du Portefeuille / CSP : Réglementation	Budget pour le personnel de suivi et d'analyse	Non planifié	Texte pour les prérogatives du CSP révisé
2.6 - Participation de l'Etat 4.5 : Transactions liées aux entreprises d'Etat 6.2 : Dépenses quasi budgétaire	Adopter des procédures d'analyse, de suivi et de contrôle des données	Développer un système de gestion informatisé au sein du CSP pour la gestion des données des EP et des opérations portant sur le patrimoine de l'Etat	Q3 2024	Q4 2024	Haute	Ministère du Portefeuille, CSP : Développement du système	Budget pour le consultant en développement	Non planifié	Système de gestion du patrimoine de l'Etat implémenté
2.6 - Participation de l'Etat	Adopter des procédures d'analyse, de	Interconnecter le système de gestion du CSP avec le CAMI pour	Q1 2025	Q2 2025	Haute	Ministère du Portefeuille, CSP,	Budget IT. Expertise en	Non planifié	Système d'interconnexion opérationnel

Exigence	Action	Activités	Échéance Initiale	Échéance Finale	Priorité	Rôles et Responsabilités	Ressources Nécessaires	Situation	Indicateurs de Suivi
4.5 : Transactions liées aux entreprises d'Etat 6.2 : Dépenses quasi budgétaire	suivi et de contrôle des données	le suivi systématique des opérations sur les titres				CAMI : Collaboration technique	intégration de systèmes.		Consultation et suivi des données sur les titres
3.1 - Exploration	Rendre public la Banque Nationale des Données Géologiques	Elaborer un manuel de procédure par le Service Géologique National Du Congo portant sur les modalités (Contenu, périodicité, responsabilité, vérification des données) de la mise à jour de la BNDC	Q3 2024	Q4 2024	Moyenne	SGNC, CAMI : Mise en œuvre et suivi	Coordination gouvernementale	En cours	Procédure de divulgation des données Cartographie, données géologiques et réserves accessibles en ligne
3.2 - Production 3.3 - Exportations	Intégrer les données de production et d'exportation dans EDOFIE	Elaboration d'un cahier de charges pour l'intégrant des flux matière dans EDOFIE Intégrer les données de production et d'exportation dans la plateforme EDOFIE à partir de LOGIRAD et de SYDONIA	Q3 2024	Q4 2026	Haute	Projet ENCORE, DGRAD et DGDA : Déploiement et gestion du projet. Comité ITIE : Participation dans l'élaboration du cahier de charges	Infrastructure technologique, consultants en TI, formation, budget pour le déploiement.	Planifié, non initié	Plateforme EDOFIE intégrant les flux financiers et les flux matière
3.2 - Production 3.3 - Exportations	Opérationnaliser la plateforme suspendue "e-statmines"	Dans l'attente du lancement de la nouvelle plateforme, réactiver la plateforme actuelle suspendue "e-statmines" pour la divulgation trimestrielle des statistiques	Trimestriel	Continue	Haute	CTCPM, Mise en œuvre technique	Personnel CTCPM	En cours	Plateforme "e-statmines" opérationnelle et statistiques trimestrielles divulguées
3.2 - Production 3.3 - Exportations	Maintenance régulière de la plateforme « e-hydro »	Obtenir les licences et les certificats nécessaires pour rétablir une maintenance régulière de la plateforme « e-hydro »	Trimestriel	Continue	Haute	SGH, Mise en œuvre technique	Budget IT, support technique	En cours	Plateforme "e-hydro" opérationnelle et statistiques trimestrielles divulguées

Exigence	Action	Activités	Échéance Initiale	Échéance Finale	Priorité	Rôles et Responsabilités	Ressources Nécessaires	Situation	Indicateurs de Suivi
3.2 - Production 3.3 - Exportations	Améliorations à en tenir compte pour la validation du cahier de charges de la nouvelle plateforme / entrepôt des données en cours d'implémentation par la CTCPM (Secteur minier) et dans e-Hydro (Secteur des Hydrocarbures)	S'assurer que les données et le niveau de ventilation requis par la Norme sont retenus (Volume et valeur, Projet et Source des données et méthode de calcul)	Q1 2025	Q2 2025	Haute	CTCPM, SGH : Mise en œuvre technique des plateformes ITIE-RDC : Supervision de la qualité des données	Budget IT, support technique	En cours	Détails des données requis par la Norme sur la production et exportation accessibles en ligne dans la nouvelle plateforme
3.2 - Production 3.3 - Exportations	Mise en place d'un cadre de divulgation systématique par les opérateurs	Réviser l'arrêté portant modèle de rapport d'activité à fournir par les opérateurs et mettre en œuvre un système de télédéclaration mensuelle des données requises par la Norme des entreprises au niveau de la Division des mines/CTCPM et SGH en utilisant les modèles améliorés de déclarations ITIE	Q1 2025	Q2 2025	Haute	Ministères de tutelle : Réglementation Division des mines/CTCPM, SGH : Développement du système de télédéclaration ITIE-RDC : Supervision de la qualité des données	Budget IT, support technique pour le système de télédéclaration	Non planifié	Arrêté révisé Système de télédéclaration implémenté
3.2 - Production 3.3 - Exportations	Améliorer les mécanismes de suivi et de contrôle de l'exactitude des données	Réactiver le réseau local d'interconnexion et de partage de données (Intranet avec administrateur CTCPM) entre les différentes structures minières	Q3 2024	Q4 2024	Haute	Ministère des mines : Collaboration technique	Budget IT du ministère	Planifié, Non initié	Réseau local de partage de données réactivé
3.2 - Production 3.3 - Exportations	Améliorer les mécanismes de suivi et de contrôle de l'exactitude des données	Accélérer la migration des structures étatiques (CEEC, SGH, DGDA...) vers la plateforme SEGUCE (Guichet Unique Intégral du Commerce Extérieur).	Q3 2024	Q4 2024	Haute	Ministères de tutelle : Collaboration technique	Coordination gouvernementale	En cours	Migration établie des structures étatiques (CEEC, SGH, DGDA...) vers la

Exigence	Action	Activités	Échéance Initiale	Échéance Finale	Priorité	Rôles et Responsabilités	Ressources Nécessaires	Situation	Indicateurs de Suivi
									plateforme SEGUCE
3.4 - Émissions de gaz à effet de serre	Mise en œuvre du registre public des investissements et activités REDD+	Application de l'arrêté Ministériel n° 047/CAB/MIN/EDD/AAN/MML/05/2018 qui établit la procédure de mise en place et de gestion du registre national REDD+ de la République démocratique du Congo	Q4 2024	Q1 2025	Moyenne	Ministère de l'Environnement et du Développement Durable : Développement du registre	Budget pour le consultant en développement	Planifié, Non initié	Registre public des investissements et activités REDD+ implémenté
4.1 - Divulgence exhaustive des taxes et des revenus	Déploiement de ISYS REGIES	Compléter l'interconnexion entre ISYS et les régies financières pour automatiser le transfert des données de paiement.	Q2 2024	Q3 2024	Haute	BCC, DGI, DGDA, DGRAD, projet C2D : Coordination et mise en œuvre technique.	Support technique, financement du projet AFD/C2D, formation du personnel.	En cours	Interconnexion complète et fonctionnelle. Données de recouvrement désagrégées et fiables
4.1 - Divulgence exhaustive des taxes et des revenus	Intégration du FOMIN et d CEEC dans les projets d'automatisation	Assurer l'automatisation de la chaîne de recouvrement des recettes pour le FOMIN via le projet ENCORE.	Q4 2025	Q4 2025	Moyenne	FOMIN, Projet C2D : Coordination inter-agences et intégration technique.	Coordination entre entités, systèmes API, support technique pour l'intégration.	Non planifié	Système unifié pour la gestion des recettes du FOMIN.
4.1 - Divulgence exhaustive des taxes et des revenus	Mise en place de LOGIRAD dans tous les services d'assiettes	Étendre LOGIRAD pour couvrir tous les services d'assiette des recettes fiscales du gouvernement central	Q1 2024	Fin 2026	Haute	Projet C2D, DGRAD et Services d'assiettes : Déploiement et gestion du projet.	Infrastructure technologique, consultants en TI, formation régionale, budget pour le déploiement.	En cours	Couverture nationale complète de LOGIRAD. Interconnexion complète entre systèmes des régies
4.1 - Divulgence exhaustive des taxes et des revenus	Interconnexion du LOGIRAD avec les systèmes des services d'assiettes	Interconnecter LOGIRAD avec les systèmes de gestion des cadastres	Q1 2025	Q4 2025	Moyenne	Projet C2D, DGRAD et Services d'assiettes : Déploiement et gestion du projet.	Infrastructure technologique, consultants en TI, formation régionale, budget pour le déploiement.	Non planifié	Interconnexion avec les systèmes de gestion des cadastres

Exigence	Action	Activités	Échéance Initiale	Échéance Finale	Priorité	Rôles et Responsabilités	Ressources Nécessaires	Situation	Indicateurs de Suivi
4.1 - Divulgence exhaustive des taxes et des revenus	Finalisation et déploiement de GESIMPOT et de l'ERP	Finaliser le déploiement de l'ERP et son interconnexion avec les autres systèmes	Q2 2024	Q4 2025	Haute	DGI/Projet C2D : Coordination et mise en œuvre technique.	Développeurs IT, matériel informatique, programme de formation, gestion de projet.	En cours	GESIMPOT/ERP opérationnels, fiables et interconnectés avec les autres systèmes
4.1 - Divulgence exhaustive des taxes et des revenus	Finalisation et déploiement d'EDOFIE	Finaliser l'Entrepôt de Données Financières de l'État pour améliorer la gestion des recettes au niveau centrale.	Q4 2024	Q1 2025	Haute	Régies financières, Ministère des Finances, /Projets ENCORE et C2D : Coordination et mise en œuvre technique.	Développeurs IT, matériel informatique, programme de formation, gestion de projet.	En cours	Entrepôt de données opérationnel et fiable.
4.1 - Divulgence exhaustive des taxes et des revenus/ Exigence 5 - Gestion et répartition des recettes	Développement et mise en œuvre de la Plateforme Citoyenne	Faciliter l'accès public aux informations de l'état d'exécution des recettes et des transferts par rapport au budget via une plateforme dédiée.	Q2 2024	Q2 2025	Moyenne	Régies financières, Ministère des Finances, /Projet ENCORE : Coordination et mise en œuvre technique.	Développeurs de logiciels, infrastructure IT, stratégie de communication.	Planifié, Non initié	Plateforme accessible et fonctionnelle avec feedback utilisateur positif.
4.1 - Divulgence exhaustive des taxes et des revenus	Réforme réglementaire pour l'extension du champ du déploiement de LOGIRAD	Permettre l'utilisation de LOGIRAD pour la gestion des recettes autres que celles revenant au compte Général du Trésor à savoir : Les amendes et pénalités revenant à la DGRAD (40% des pénalités), La Taxe statistique (DGRAD), La Quotité 50% des DSA (CAMI) ; Les Quotités de la redevance minière revenant au FOMIN, DRP ETD	Q1 2026	Q1 2026	Haute	Ministère des Finances, Ministère des Mines, Provinces, Projet C2D : Réforme réglementaire et mise en œuvre.	Expertise juridique pour la réforme réglementaire, sessions de travail interministérielles.	Non planifié	Adoption et mise en œuvre de la réforme réglementaire.
4.1 - Divulgence exhaustive des taxes et des revenus	Amélioration de la codification dans des Contribuables	Améliorer la précision de l'identification des activités extractives dans la nomenclature du Ministère de l'Economie Nationale utilisée dans les systèmes des régies financières.	Q3 2024	Q3 2024	Haute	Ministère des Finances, Ministère de l'Economie Nationale, ITIE-RDC : Revue de la codification des activités extractives	Coordination entre entités, Ressources IT pour les mises à jour, formation des utilisateurs,	Non planifié	Mise à jour des systèmes effectuée ; Codification améliorée des sous activités

Exigence	Action	Activités	Échéance Initiale	Échéance Finale	Priorité	Rôles et Responsabilités	Ressources Nécessaires	Situation	Indicateurs de Suivi
						prévues dans l'Arrêté ministériel n°011/CAB/MIN/ECO NAT /ABM/CTY/2020 DU 02 juillet 2020	supervision technique.		dans l'industrie appliquée
4.1 - Divulgence exhaustive des taxes et des revenus	Développement d'une base de données ITIE	Développer et tester l'interfaçage entre EDOFIE/TS-L et la base de données ITIE pour un transfert sécurisé des données.	Q2 2025	Q3 2025	Haute	ITIE-RDC, développeurs EDOFIE et TS-: Mise en œuvre technique.	Budget développement et infrastructure.	Non planifié	Intégration testée et fonctionnelle.
4.1 - Divulgence exhaustive des taxes et des revenus	Développement d'une base de données ITIE	Établir des politiques de gouvernance des données pour assurer la qualité, la sécurité et la conformité des données stockées.	Q4 2025	Q4 2025	Haute	ITIE-RDC – CTCPM-SGH : Création de politiques.	Consultance gouvernance	Non planifié	Politiques de gouvernance établies et mises en œuvre.
4.1 - Divulgence exhaustive des taxes et des revenus	Développement d'une base de données ITIE	Organiser des formations pour les utilisateurs finaux sur la gestion et l'utilisation de la base de données.	Q1 2026	Q1 2026	Haute	Formateurs spécialisés, gestion de l'ITIE : Coordination de la formation.	Matériel de formation, logiciels d'apprentissage en ligne, sessions de formation.	Non planifié	Utilisateurs formés et capables d'exploiter la base de données
4.1 - Divulgence exhaustive des taxes et des revenus	Développement d'une base de données ITIE	Mettre en place un système de suivi pour évaluer l'efficacité et l'intégrité du data Lake.	Q2 2026	Continu	Moyenne	Comité de suivi ITIE - CTCPM-SGH : Surveillance et rapportage.	Outils de suivi et d'évaluation, ressources analytiques.	Non planifié	Rapports de suivi réguliers indiquant l'efficacité de la base données
4.1 - Divulgence exhaustive des taxes et des revenus	Amélioration du portail web de l'ITIE RDC	Redévelopper le site web ITIE-RDC pour améliorer l'accessibilité, offrir des fonctionnalités avancées pour l'analyse des données des entreprises et pour inclure des Dashboard personnalisables et une navigation intuitive.	Q2 2026	Q2 2026	Moyenne	ITIE RDC : Développement et mise à jour du portail.	Ressources en développement web, infrastructure IT.	Non planifié	Portail mis à jour avec des fonctionnalités améliorées.
4.1 - Divulgence exhaustive des taxes et des revenus	Amélioration de TSL	Améliorer l'interface utilisateur de TSL pour permettre une visualisation et exploitation des statistiques (Tableaux et graphiques) des données	Q1 2026	Q2 2026	Moyenne	ITIE RDC : Amélioration de l'interface et des outils d'importation.	Logiciels de développement, consultants en UX.	Non planifié	TSL mis à jour avec une interface améliorée et des capacités

Exigence	Action	Activités	Échéance Initiale	Échéance Finale	Priorité	Rôles et Responsabilités	Ressources Nécessaires	Situation	Indicateurs de Suivi
		financières et contextuelles collectées et compilées .							d'importation automatisées.
4.1 - Divulgence exhaustive des taxes et des revenus 4.9 - Qualité et assurance des données	Renforcement du cadre légal	Développer et proposer des amendements législatifs pour assurer la conformité avec la norme ITIE 2023 pour la divulgation des données.	Q2 2026	Q4 2026	Moyenne	ITIE RDC, Ministère des Finances, Assemblée nationale : Drafting et proposition des amendements.	Conseil juridique, sessions parlementaires.	Non planifié	Amendements adoptés et implémentés.
4.3 - Fournitures d'infrastructures et accords de troc	Développement d'une plateforme publique des projets et conventions de partenariats en matière d'infrastructures de base et des ressources naturelles	Développer une plateforme publique au niveau du Ministère des Infrastructures et Travaux publics permettant de visualiser les données requises par la Norme pour les différents projets et conventions de partenariats en matière d'infrastructures de base et des ressources naturelles gérés par l'APCSC	Q3 2024	Q4 2024	Moyenne	Ministère des Infrastructures et Travaux publics : Développement de la plateforme ITIE-RDC : Supervision de la qualité des données	Budget IT du ministère	Non planifié	Plateforme pour la visualisation des données d'infrastructure s implémentée
4.6 – Paiement infranationaux	Digitalisation des régies provinciales	Equiper les provinces et les ETD de systèmes pour la liquidation et le recouvrement des recettes provinciales en priorisant les provinces collectant les recettes extractives importantes	Q3 2024	Q2 2027	Haute	Projet ENCORE, Provinces, ETD	Infrastructure technologique, consultants en TI, formation, budget pour le déploiement.	Planifié, non initié	Traitement automatisé des recettes Base de données provincial déployé
4.6 – Paiement infranationaux	Consolidation des recettes provinciales et centrale	Interconnecter les systèmes au niveau central et provincial à travers la plateforme EDOFIE	Q3 2027	Q4 2027	Haute	Projet ENCORE, Provinces, ETD, Régies	Infrastructure technologique, consultants en TI, formation, budget pour le déploiement.	Non Planifié	Plateforme citoyenne intégrant tous les données centrales et provinciales

Exigence	Action	Activités	Échéance Initiale	Échéance Finale	Priorité	Rôles et Responsabilités	Ressources Nécessaires	Situation	Indicateurs de Suivi
									EDOFIE intégrant tous les données centrales et provinciales
4.7 - Niveau de ventilation	Mise à jour des systèmes (LOGIRAD & ERP & SYDONIA) pour intégrer la désagrégation des recettes par projet	- Coordination avec les régies pour l'adoption de la définition de projet. - Élaboration d'une feuille de route pour l'intégration technique, tenant compte des défis actuels. - Déployer la désagrégation par projet dans les systèmes des régies financières pour les flux liquidés par projet	Q1 2025	Q1 2026	Haute	ITIE-RDC : Cahier de charges de la divulgation par projet DGRAD & DGI & DGDA : Planification, mise en œuvre, gestion du projet. C2D : Support technique pour l'intégration et le paramétrage	Budget de consultance et de réunions de validations Financement pour le développement logiciel, consultants en intégration de systèmes, formation.	Non planifié	Fonctionnalités opérationnelles dans LOGIRAD et ERP et SYDONIA Données fiables divulguées par projet
4.9 - Qualité et assurance des données	Élaboration de guides de contrôle	Développer et diffuser un guide de contrôle pour environnements informatisés Développer et diffuser un guide de vérification des données du secteur extractif.	Q1 2025	Q4 2025	Haute	ISC : Rédaction des guides ; Experts en audit : Consultation. Entreprises étatiques et privées	Experts en audit, documentation technique, ateliers de validation	Non planifié	Guides disséminés
4.9 - Qualité et assurance des données	Formation et renforcement des capacités	Développer un programme de formation continue pour les ISC et les personnes en charge du contrôle des données dans les structures de l'administration sur les technologies d'audit modernes et les pratiques d'audit numérique.	Q3 2025	Q4 2025	Haute	ISC/ Administrations publiques : Mise en place des TDR et des sessions de formation ; coordination avec les prestataires de formation.	Budget de formation, matériel pédagogique, formateurs spécialisés	Non planifié	Auditeurs sont renforcés en capacités
4.9 - Qualité et assurance des données	Renforcement du contrôle interne	Mettre en place des contrôles internes robustes, efficaces et régulières pour garantir l'intégrité et la sécurité des données divulguées systématiquement par les systèmes	Q1 2025	Q4 2025	Haute	Agences gouvernementales concernées : développent et appliquent des contrôles internes ;	Outils de contrôle interne, formation du personnel	Non planifié	Procédures de contrôle mises en place

Exigence	Action	Activités	Échéance Initiale	Échéance Finale	Priorité	Rôles et Responsabilités	Ressources Nécessaires	Situation	Indicateurs de Suivi
						IGF et auditeurs des entreprises : vérifie l'efficacité des contrôles en place.			
4.9 - Qualité et assurance des données	Analyse proactive des risques	Instituer un système d'analyse des risques pour identifier et gérer les zones à haut risque dans la divulgation des données.	Q1 2025	Continu	Haute	ISC pour les entités étatiques, analyse des risques ; ITIE RDC : surveillance des risques et supervision des corrections nécessaires ; Organes de contrôle interne pour analyse des risques à rapporter auprès de l'ITIE RDC. Uniquement si nécessaire : analyse des risques par l'Administrateur indépendant.	Budget de consultance et formations	Non planifié	Rapports d'analyse de risques réguliers
4.9 - Qualité et assurance des données	Certification des comptes de l'État	Accélérer l'adoption de la comptabilité générale conforme aux normes internationales pour améliorer la fiabilité et la crédibilité des comptes publics.	Q1 2024	Q2 2025	Haute	COREF : dirige la transition vers les normes internationales de comptabilité ; Cour des Comptes : surveille et valide la mise en œuvre des nouvelles normes.	Formation comptable, consultants en normes internationales, systèmes de comptabilité mis à jour	En cours	Adoption des normes internationales dans la comptabilité de l'État
4.9 - Qualité et assurance des données	Systèmes comptables pur les provinces pour les ETD	Mettre en place des systèmes de comptabilité robustes au niveau des provinces et des ETD pour un suivi précis des finances et une divulgation fiable des données.	Q1 2025	Q1 2026	Haute	Ministres des Finances au niveau des ETD et Gouvernements provinciaux : Implémentation des systèmes comptables (nommer les comptables).	Logiciels comptables, formation, support technique	Non planifié	Systèmes comptables mis en place

Exigence	Action	Activités	Échéance Initiale	Échéance Finale	Priorité	Rôles et Responsabilités	Ressources Nécessaires	Situation	Indicateurs de Suivi
4.9 - Qualité et assurance des données	Systèmes de consolidation budgétaire	Établir des systèmes de consolidation budgétaire au niveau provincial pour faciliter les contrôles et la certification des données des ETD dans les régions extractives	Q1 2025	Q1 2026	Haute	Ministère des Finances et Gouvernements provinciaux : Coordination et mise en œuvre.	Systèmes informatiques, logiciels de consolidation, expertise technique	Planifié, Non initié	Systèmes de consolidation opérationnels
4.10 - Coûts des projets	Télédéclaration des données sur les coûts des projets	Réviser l'arrêté portant modèle de rapport d'activité à fournir par les opérateurs pour inclure les données sur les coûts des projets et élaborer un modèle de déclaration spécifique pour la collecte de données appropriées des entreprises extractives via le système de télédéclaration (Voir Exigence 3.2 et 3.3)	Q1 2025	Q2 2025	Moyenne	Ministères de tutelle : Réglementation Division des mines/CTCPM, SGH : Développement du système de télédéclaration ITIE-RDC : Supervision de la qualité des données	Budget IT, support technique pour le système de télédéclaration	Non planifié	Arrêté révisé Système de télédéclaration implémenté
5.1 - Répartition des revenus provenant des industries extractives	Publication d'un budget citoyen se rapportant au secteur extractif	Elaboration un document annuel sur le budget citoyen pour le secteur extractif résumant les principaux chiffres sur les recettes du secteur extractif et leur répartition fonds extrabudgétaires et le budget de l'Etat.	Annuelle	Continu	Moyenne	Ministère du Budget : Réglementation et exécution	Personnel du Ministère	Non planifié	Budget citoyen propre au secteur extractif publié annuellement
6.1 - Dépenses sociales et environnementales par entreprise extractive.	Mise en place d'un cadre de divulgation systématique des dépenses sociales et environnementales	Réviser l'arrêté portant modèle de rapport d'activité à fournir par les opérateurs pour inclure les données sur les dépenses sociales et environnementales et utiliser les modèles de déclarations ITIE existants pour la collecte de données appropriées des entreprises extractives via le système de télédéclaration (Voir Exigence 3.2 et 3.3)	Q1 2025	Q2 2025	Haute	Ministères de tutelle : Réglementation Division des mines/CTCPM, SGH : Développement du système de télédéclaration ITIE-RDC : Supervision de la qualité des données	Budget IT, support technique pour le système de télédéclaration	Non planifié	Arrêté révisé Système de télédéclaration implémenté
6.1 - Dépenses sociales et environnementales par entreprise extractive.	Elaborer un programme de suivi et d'évaluation	Valider un programme de suivi des structures désignées de suivi (CLS, Organismes spécialisés, CCTM) et les outiller des ressources nécessaires pour assurer une	Q3 2024	Q4 2024	Moyenne	Ministères de tutelle : Coordination et Programmation Structures	Budget des structures pour les missions d'évaluation	Non planifié	Programme d'évaluation établi Premiers rapports

Exigence	Action	Activités	Échéance Initiale	Échéance Finale	Priorité	Rôles et Responsabilités	Ressources Nécessaires	Situation	Indicateurs de Suivi
		divulgarion périodique des rapports de l'évaluation des engagements sociaux et environnementaux				d'évaluation : Exécution			d'évaluation publiés
6.3 - Contribution du secteur extractif à l'économie	Télédéclaration des données sur l'emploi	Utiliser les modèles de déclarations ITIE existants pour la collecte de données appropriées des entreprises extractives via le système de télédéclaration (Voir Exigence 3.2 et 3.3)	Q1 2025	Q2 2025	Haute	Ministères de tutelle : Réglementation Division des mines/CTCPM, SGH : Développement du système de télédéclaration ITIE-RDC : Supervision de la qualité des données	Budget IT, support technique pour le système de télédéclaration	Non planifié	Système de télédéclaration implémenté
6.3 - Contribution du secteur extractif à l'économie	Divulgarion de la contribution du secteur artisanale	Donner à la SAEMPAE des moyens humains et financiers nécessaires pour faire face aux difficultés de la collecte et la centralisation des données dans les régions	Q3 2024	Continue	Haute	Ministère des mines / SAEMAPE : Programmation des missions	Budget de mission du personnel	Non planifié	Programme d'intervention dans les régions implémenté
6.3 - Contribution du secteur extractif à l'économie	Divulgarion de la contribution du secteur artisanale	Doter la SAEMAPE d'une base de données de gestion des données au niveau provinciale (Collecte et traitement de données) et au niveau centrale (Centralisation Compilation et divulgation des données)	Q3 2024	Q4 2024	Haute	Ministère des mines / SAEMAPE : Développement de la base de données	Budget IT, support technique	Non planifié	Base de données implémenté
6.3 - Contribution du secteur extractif à l'économie	Divulgarion de la contribution du secteur artisanale	Etablir une interconnexion entre la nouvelle plateforme de la CTCPM et la base de données de la SAEMAPE	Q3 2025	Q4 2025	Haute	Ministère des mines, SAEMAPE, CTCPM : Exécution	Coordination entre entités, systèmes API, support technique	Non planifié	Interconnexion établie
6.4 : Impact environnemental et social des activités extractives	Dématérialisation des EIES/PGES et PAR et divulgation des résumés	Collecte et divulgation des EIES/PGES et PAR à travers le système de télédéclaration des cadastres miniers et pétroliers Les synthèses doivent être communiquées par l'opérateur au même titre que le document de base pour commentaire et	Q1 2025	Q2 2025	Haute	Ministères de tutelle : Collaboration et réglementation pour la désignation de la structure n charge de la préparation des synthèses CAMI et SGH :	Budget IT, support technique pour le système de télédéclaration	Non planifié	Etudes d'impact archivées sous format digital

Exigence	Action	Activités	Échéance Initiale	Échéance Finale	Priorité	Rôles et Responsabilités	Ressources Nécessaires	Situation	Indicateurs de Suivi
		validation. Pour les documents déjà validés, la structure en charge de la préparation des synthèses doit être expressément désignée.				Système de télédéclaration CAMI, SGH : Mise en œuvre technique.			
6.4 : Impact environnemental et social des activités extractives	Suivi des missions d'évaluation et divulgation des rapports d'évaluation des EIES	Tenir une base de données de suivi des EIES (Etude, certificat, état des lieux des missions d'inspection, rapports d'évaluation..). La présence de cette base assurera également une publication systématique de ces rapports	Q1 2025	Q2 2025	Moyenne	MEDD, ACE : Exécution	Budget IT	Non planifié	Base de données de suivi des EIES établie Rapports d'évaluation publiés par l'ACE

4.4. Feuille de route : Actions transverses

Exigence	Action	Activités	Échéance Initiale	Échéance Finale	Priorité	Rôles et Responsabilités	Ressources Nécessaires	Situation	Indicateurs de Suivi
Actions transverses	Établir un comité de pilotage	Former des représentants clés de chaque groupe de travail	Q3 2024	Q4 2024	Haute	Comité ITIE/COREF : Coordination ; Représentants des groupes	Budget pour les réunions, frais de coordination	Non planifié	Comité de pilotage formé et réunions tenues trimestriellement
Action transverse	Accompagnement au changement	Élaborer et mettre en œuvre un programme d'accompagnement au changement pour faciliter la transition à la divulgation systématique des structures étatiques.	Q1 2025	Q4 2026	Haute	Comité ITIE/COREF : Coordination ; Représentants des groupes	Budget d'assistance technique	Non planifié	Programme d'accompagnement réalisé et adoption des nouvelles pratiques conformément au calendrier.
Actions transverses	Plan de communication	Développer et implémenter un plan de communication	Q3 2024	Q4 2024	Haute	Comité ITIE/COREF: Mise en œuvre du plan	Budget de communication, outils de communication	Non planifié	Plan de communication développé et mis en œuvre
Actions transverses	Identification et évaluation des risques	Réaliser une analyse des risques et élaborer des plans de mitigation	Q3 2024	Q4 2024	Haute	Comité ITIE/COREF: Surveillance et rapportage	Outils d'analyse de risques, budget pour la mitigation, Budget Consultance	Non planifié	Analyse des risques réalisée et plans de mitigation établis
Actions transverses	Mise en place de systèmes de suivi et de reporting	Développer un système de reporting pour suivre l'avancement des actions	Q3 2024	Q4 2024	Haute	Unité de suivi et évaluation : Collecte des données	Etats de suivi, personnel dédié , Budget Consultance	Non planifié	Système de reporting opérationnel
Actions transverses	Programme de formation	Organiser des sessions de formation sur les exigences de divulgation de la Norme ITIE 2023	Q3 2024	Q4 2024	Haute	Responsables de formation ITIE et ministères partenaires	Budget pour les formations, experts en formation	Non planifié	Sessions de formation organisées et membres formés



Immeuble Ennour 6ème étage

Centre Urbain Nord

1082 Tunis - TUNISIE

Tél : +216 36 36 29 54

Mail : enerteam@enerteam.tn

Web : <https://enerteam.tn/>